

**RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**  
**PAR LE**  
**SECRETARE-TRÉSORIER NATIONAL**

Ottawa, Ontario  
Les 18 et 19 mars 2008

Consœurs et confrères,

Encore une fois, je tiens à remercier le Conseil exécutif national d'avoir appuyé notre historique budget de 2008 en décembre. Mais avant de présenter mon rapport, j'aimerais aussi dire à quel point, comme sans doute chacun d'entre vous, je suis attristé par l'absence aujourd'hui de la consœur Donalda MacDonald. J'en parlerai plus tard dans mon rapport, mais j'ai le sentiment que Donalda assiste avec nous, en esprit, à notre réunion dans la ville enneigée d'Ottawa.

Comme je vous l'avais dit en décembre, la force de notre budget repose sur trois grands piliers.

Premièrement, notre ferme engagement à lutter contre la privatisation partout au pays, avec 2,5 millions de dollars pour mener notre combat cette année. Deuxièmement, les grands pas que nous avons faits sur le front de l'égalité, entre autres en ajoutant trois nouveaux postes pour faire ce travail. Et, troisièmement, les progrès que nous avons réalisés dans le dossier de la dotation en personnel partout au pays, tout en continuant à corriger le déséquilibre en Ontario. Nous avons ajouté 18 postes équivalents temps plein à notre effectif actuel dans toutes les régions du Canada (un record pour un budget dans ce nouveau millénaire) : trois de ces postes seront affectés à notre bureau national et 15 seront répartis dans les régions – dont la moitié en Ontario. Après avoir fait le suivi de ces postes, nous avons dû apporter un changement mineur pour des besoins opérationnels. En effet, le poste d'agent administratif bilingue est devenu un poste d'agent principal bilingue. Ce changement n'aura que peu d'impact sur le budget.

En plus du financement consacré aux campagnes antiprivatisation, notre allocation destinée aux campagnes à frais partagés dans la Caisse de défense est passée à 2 millions de dollars cette année, ce qui est une bonne chose, puisque l'année dernière nous avons dépensé plus de 2,3 millions de dollars pour un budget prévu de 1,7 million de dollars. Notre Conseil a fait ce qu'il devait faire et a approuvé les projets cas par cas, selon les besoins de nos membres.

Le présent rapport comprend les états financiers non vérifiés de toutes nos caisses. Il donne une image claire de l'état des finances de notre syndicat, bien que de légers ajustements seront apportés aux états financiers vérifiés définitifs puisque nous continuons à recevoir des factures pour 2007. Comme le révèlent les états financiers, notre Caisse générale montre un surplus de 8,3 millions de dollars à la fin de 2007. La majeure partie de ce surplus est due à des événements uniques, comme la vente de notre ancien édifice et le déménagement à notre nouvel édifice en décembre, ce qui implique que nous n'avons eu qu'un seul mois de coûts financiers en 2007. Nous avons aussi réalisé des économies inattendues au chapitre de l'essence, parce que son prix tout au long de l'année n'a pas été aussi élevé que nous l'avions prévu au début de l'exercice.

Nous avons aussi considérablement économisé dans les déplacements pour affaires. En effet, 2007 a été la première année complète au cours de laquelle nous avons profité d'une entente négociée avec Air Canada pour nous permettre de tirer avantage de laissez-passer achetés en grand nombre. Nous avons ajusté notre budget de 2008 pour tenir compte de ces économies. Le personnel a aussi utilisé moins de congés de maladie que prévu dans le budget et, là encore, nous l'avons ajusté en conséquence. Les détails de ces économies et d'autres sont présentés plus loin dans mon rapport.

L'avantage d'un surplus, c'est que nous savons que notre force continuera de grandir pour un avenir prévisible et que nous pouvons accroître notre avoir et renforcer nos immobilisations, comme de nouveaux édifices, tout en réagissant avec confiance aux attaques lancées par les employeurs, les gouvernements et les groupes de réflexion de droite. Nous avons toujours d'immenses défis à relever dans chaque région du pays. Le front des campagnes sera plus actif que jamais cette année, grâce à l'investissement historique de 2,5 millions de dollars dans notre lutte contre la privatisation, et à l'allocation de 2 millions de dollars de notre Caisse de défense pour les campagnes à frais partagés – notre plus important budget jusqu'à maintenant dans cette catégorie.

Le résultat, c'est que nous avons 570 000 membres d'un bout à l'autre du Canada qui sont prêts à défendre les services publics, à obtenir de bonnes conventions collectives, à édifier la solidarité régionale et nationale et à changer la société canadienne pour le mieux.

Les membres se consacrent avec confiance à l'atteinte de leurs objectifs en matière de négociations et de campagnes, en sachant que leur syndicat leur fournira les ressources et le soutien nécessaires et que notre force financière et collective se maintiendra pour un avenir prévisible. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de force et de stabilité financières qui nous conférera une position solide dans un monde où les employeurs et les gouvernements seront de plus en plus difficiles. Il n'y a pas de crise au SCFP. Il n'y en a pas eu depuis un certain temps déjà. Et nous devons faire en sorte de ne plus jamais revenir au mode crise. Finis les jours où nous ne pouvions pas payer nos factures, où nous ne savions pas si nous

serions en mesure de payer les salaires dans les mois de trois périodes de paie. Les membres se souviennent de cette époque et ils ne veulent pas y revenir. Nous veillerons à ce que cela n'arrive pas.

Grâce à nos efforts collectifs et à notre planification, nous avons une Caisse de grève solide et qui le restera. Même si elle nous a beaucoup servi cette année, le solde est quand même à près de 28 millions de dollars au moment de rédiger le présent rapport. En fait, cette année, la Caisse de grève a versé 17 millions de dollars, le troisième montant le plus élevé en 45 ans d'histoire de notre syndicat.

Paul et moi présenterons aussi à cette réunion du Conseil exécutif national une motion visant à créer un nouveau Fonds de riposte, intégré à notre Caisse générale, pour appuyer nos membres qui doivent mener des luttes politiques extraordinaires ou qui font face à des crises inattendues, et pour les aider à repousser les attaques d'envergure lancées contre leurs droits et leur avenir par les gouvernements et les employeurs.

Nous continuerons également à être à l'affût des possibilités qui nous permettront de cesser de louer nos bureaux. Plus nous serons propriétaires de nos bureaux, plus nous aurons de ressources financières pour appuyer nos membres à long terme. C'est cela le pouvoir de la planification et des finances saines, et c'est cela aussi le pouvoir de la solidarité.

Parce que les deux vont de pair. La solidarité sans les ressources financières ne nous mènera pas très loin. Et, inversement, des finances solides sans solidarité ne donnent pas grand chose. Comme secrétaire-trésorier national, je suis heureux de pouvoir miser sur notre force et sur notre solidarité. Collectivement, nous avons tous un rôle à jouer dans l'édification de notre avenir.

Comme par le passé, nous aurons bien des défis à relever cette année et, si nous nous serrons les coudes, nous surmonterons les difficultés et nous réussirons au-delà de toute attente. En lisant ces états financiers, vous pourrez constater notre force financière. La solidarité que nous en tirerons dépendra de nos efforts et de notre collaboration. Je suis impatient de travailler avec vous sur tous ces fronts.

## **ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2007**

### ***Caisse générale***

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2007 se situait à 94,2 millions de dollars, un montant presque inchangé comparativement à celui de 93,8 millions de dollars au 30 septembre 2007. Le solde bancaire au 31 décembre 2007 était de 3,8 millions de dollars comparativement à 11,6 millions de dollars au 30 septembre 2007. De ce montant, 2,5 millions de dollars de liquidités sont destinés aux indemnités de retraite et au remplacement du matériel technologique. La diminution

du solde bancaire au quatrième trimestre de l'exercice est due en grande partie à une combinaison de nouveaux achats de placement, de paiement de factures pour le congrès et d'acquisitions d'immobilisations. Les placements sont passés de 16,8 millions de dollars à 20,1 millions de dollars pendant la période.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 63,4 millions de dollars au 31 décembre, comparativement à 65,2 millions de dollars au 30 septembre.

Au 31 décembre, le solde de la Caisse générale était de 30,7 millions de dollars, comparativement à 28,6 millions de dollars au 30 septembre, et à 22,1 millions de dollars un an auparavant (31 décembre 2006).

Le surplus d'exploitation préliminaire pour l'exercice s'élevait à 8,3 millions de dollars.

Les revenus de capitation, incluant la capitation à recevoir, étaient supérieurs au budget de 1,9 million de dollars (1,4 %). Pour toutes les régions, à l'exception de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, les revenus de capitation étaient plus élevés que prévu au budget (en grande partie à cause des grèves, comme celles qui ont eu lieu dans le secteur municipal à Vancouver). Et, au Québec, après les importantes victoires remportées au chapitre de l'équité salariale, les revenus de capitation étaient supérieurs aux prévisions de 1,8 million de dollars.

Le revenu de placement de la Caisse générale a été supérieur aux prévisions budgétaires de 370 000 \$. Cette situation est due aux retards dans le projet de construction, qui ont retardé la pleine injection de nos placements dans le nouvel édifice, de même qu'aux taux d'intérêt et aux résultats de placements plus élevés que prévu.

Le total des dépenses pour l'exercice a été inférieur au budget de 3,8 millions de dollars (2,8 %).

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

- En général, les salaires et avantages sociaux ont été inférieurs au budget de 2,4 millions de dollars (3,2 %). En pourcentage, l'écart a baissé par rapport aux chiffres de septembre (4,6 %). Pour reprendre ce que nous disions dans le rapport de septembre, la situation est due surtout au fait que le montant budgété pour les congés de maladie a été considérablement plus élevé que ce qui a été réellement dépensé. Nous pouvons maintenant compter sur 18 mois d'expérience en matière de suivi des congés de maladie et nous avons réduit de moitié le budget de 2008.

- Les frais de santé des retraités, qui ont été transférés au budget de la Caisse générale pour la première fois cette année, étaient inférieurs au budget de 849 000 \$ pour l'exercice. Bien que nous ayons budgété ces frais pour une année complète, le transfert à la Caisse générale ne s'est pas fait avant la ratification des conventions collectives, en mai. Tout l'écart est dû à ce retard.
- Les frais de déplacements d'affaires ont été inférieurs au budget de 777 000 \$ (12,6 %) pour l'exercice. En 2007, ce poste budgétaire avait été accru de 457 000 \$, surtout pour mieux faire concorder certains budgets de direction avec l'historique de dépenses réelles des trois derniers exercices. Toutefois, nous avons réalisé des économies qui ont dépassé nos attentes grâce à l'utilisation des laissez-passer d'Air Canada. Nous sommes très heureux qu'après de nombreuses années de dépassement du budget des déplacements d'affaires, nous puissions mieux maîtriser ce poste. Les directrices et directeurs et les membres du personnel méritent une bonne part du crédit dans les efforts réalisés pour voyager économiquement et efficacement.
- Intérêts – Le financement de l'édifice est à 33 000 \$ comparativement à un budget de 489 000 \$. Bien que nous payions de vrais intérêts sur le prêt de construction, les vérificateurs nous ont demandé d'ajouter tous les frais d'intérêt jusqu'à la date de l'occupation au coût de l'édifice, ce qui fait que ce poste est montré à titre d'actif et non de dépense. Par conséquent, les frais d'intérêt pour ce poste budgétaire sont pour le mois de décembre seulement.
- Les frais fixes de déplacement (surtout les autos et les indemnités quotidiennes) ont été inférieurs au budget de 445 000 \$ ou 4,5 %. En 2007, le budget avait été accru de 573 000 \$ pour tenir compte des hausses anticipées des frais de transport, mais ces hausses ont été moins élevées que prévu.
- Les frais de loyer se sont élevés à 350 000 \$ et ont été inférieurs au budget de 5,1 %. La principale raison en est que nous avons budgété de façon à prévoir une marge de manœuvre suffisante pour les coûts futurs additionnels du nouvel édifice en matière d'amortissement et d'impôts fonciers. Puisque l'occupation de l'édifice a été retardée au début de décembre, la plupart de ces montants prévus n'ont pas été dépensés pendant cet exercice.
- Les frais d'affranchissement ont été inférieurs au budget de 210 000 \$ ou 27 %. Il s'agit d'une erreur budgétaire et nous avons ajusté le budget pour 2008.

- Les dépenses consacrées à la campagne Cornerstone du NPD-Ontario sont à zéro par rapport au budget de 100 000 \$. Dans les faits, cet argent a été dépensé, mais nous avons appris par la suite qu'au lieu de faire un don comme nous l'avions prévu et approuvé, nous avons reçu des parts dans une entreprise, ce qui exige un changement de comptabilité. Ainsi, cette dépense a créé un actif pour nous, qui est montré au bilan au poste budgétaire « Placements généraux ».
- Nous avons prévu un budget de 66 000 \$ pour tenir notre session de formation semestrielle de PAE en 2007. Mais, la session ayant été reportée au début de 2008, il n'y aura pas de dépense imputée à ce poste budgétaire pour 2007.
- Maintenant que les coûts du congrès ont été payés en majeure partie, nous pouvons déterminer que nous avons dépassé ce poste budgétaire de 560 000 \$. Ce dépassement s'explique en partie par les frais extraordinaires engagés lorsque nous avons aidé les sections locales à changer d'hôtel pour appuyer nos consœurs et confrères en grève de UNITE HERE au Holiday Inn de la rue King (un geste qui a contribué à la victoire de ces travailleurs peu après le congrès).

### ***Nouveau Fonds de riposte***

Vous savez peut-être que nos statuts nationaux prévoient une « Caisse de participation aux activités et congrès nationaux », qui fait déjà partie de notre Caisse générale.

À la présente réunion du Conseil exécutif national, Paul et moi présenterons une motion visant à créer un nouveau Fonds de riposte, intégré à notre Caisse générale, pour appuyer nos membres qui doivent mener des luttes politiques extraordinaires ou qui font face à des crises inattendues, et pour les aider à repousser les attaques d'envergure lancées contre leurs droits et leur avenir par les gouvernements et les employeurs. Ce fonds devrait être enchâssé dans les statuts et servir à des situations extraordinaires, comme la grève générale de 1992 au Nouveau-Brunswick, les moyens d'action entrepris en 2005 par le SCFP de la C.-B. pour appuyer les enseignants, la campagne de riposte à OMERS en 2006 et d'autres attaques historiques, comme la grève des travailleurs de buanderie à Calgary à la fin des années 90 et les moyens d'action entrepris par le Front commun au Québec dans les années 70. Grâce à la force que nous avons édiflée dans toutes nos caisses, nous pouvons nous engager à créer ce fonds en toute confiance, au profit de tous nos membres. Dans toutes les situations mentionnées ci-dessus, le SCFP a toujours soutenu ses membres et ne les a jamais abandonnés, même s'il devait s'endetter pour le faire. Au cours des dernières années, nous avons pu utiliser nos surplus. Avec ce fonds, nous n'aurons plus à utiliser des surplus ni à nous endetter

pour soutenir les membres aux prises avec de telles situations. Le Conseil exécutif national pourra avoir recours à ce nouveau fonds pour soutenir nos membres chaque fois qu'ils seront attaqués, et où que ce soit.

### ***Renflouement du Fonds pour la justice mondiale***

Aussi à la présente réunion du Conseil, une motion sera présentée pour renflouer le Fonds pour la justice mondiale et, en anticipation de son approbation par le Conseil, vous constaterez, dans les états financiers, que le passif montre un montant de 400 000 \$ dû au Fonds pour la justice mondiale, ainsi qu'une dépense correspondante à l'annexe des dépenses générales. Là encore, notre force financière nous permet d'accroître notre soutien à cette importante initiative.

### ***Caisse nationale de défense***

L'actif total de la Caisse nationale de défense au 31 décembre 2007 s'élevait à 6,4 millions de dollars, comparativement à 5,6 millions de dollars au 30 septembre 2007. Le passif totalisait 5,4 millions de dollars, pour un solde de 975 000 \$.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national pour l'exercice ont coûté 2,3 millions de dollars. Ainsi, cette enveloppe budgétaire a dépassé le budget de 600 000 \$. Ce dépassement a été partiellement compensé par la récupération de fonds non utilisés pour des campagnes à frais partagés des années précédentes, pour un total de 427 000 \$. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 2,2 millions de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 1,2 million de dollars. Les dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie se sont élevées à 1,3 million de dollars.

Rappelons qu'en janvier 2008, de nouveaux règlements sont entrés en vigueur pour les campagnes à frais partagés. Nous remercions les membres et le personnel qui nous ont fait part de leurs commentaires depuis l'application des nouvelles règles. Je tiens à préciser que les nouvelles exigences (lettre d'approbation des règlements, rapport des syndicats et rapport sur le précompte des cotisations) ne s'appliquent qu'une fois par année civile. Ainsi, si une section locale présente une demande pour plus d'un projet à frais partagé au cours de la même année, elle n'aura pas à présenter de nouveau ces documents avant l'année suivante.

### ***Caisse nationale de grève***

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2007 s'élevait à 31,4 millions de dollars, comparativement à 33,8 millions de dollars au 30 septembre. Cet actif était formé de 2,5 millions de dollars en liquidités, de 1,7 million de dollars en capitation

à recevoir et de 27,1 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et frais courus de 286 000 \$ et des comptes créditeurs de 106 000 \$ à la Caisse générale et de 21 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, le 31 décembre 2007, le solde de la Caisse s'établissait à 31 millions de dollars, comparativement à 32,3 millions de dollars au 30 septembre.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, s'élevaient à 11,2 millions de dollars. Les dépenses pour la période s'établissent à 16,9 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un déficit pour l'exercice de 5,7 millions de dollars, un déficit qui aurait été de plus de 7 millions de dollars si notre seule source de revenus était toujours la capitation. Les placements planifiés que nous avons faits assurent un coussin à cette Caisse et le plan fonctionne.

Les longues grèves menées par les sections locales 15, 1004 et 391 à Vancouver nous ont obligés à vendre plus de 7 millions de dollars de nos placements une fois les liquidités de la Caisse épuisées. Jusqu'à la fin de décembre, ces conflits à eux seuls ont donné lieu à des ponctions de 9,9 millions de dollars dans la Caisse de grève. Grâce à la solidarité de la Caisse, non seulement avons-nous pu appuyer sans réserve nos membres en grève pendant toute la durée du conflit, mais nous avons pu sortir de cette période avec un solde de Caisse de grève toujours situé à près de 28,1 millions de dollars au moment de rédiger le présent rapport. Les grèves et lock-outs qui se prolongent, comme le conflit en cours au *Journal de Québec*, illustrent bien l'importance de préserver dans toute la mesure du possible la solidité de la Caisse de grève du SCFP.

## **GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS**

Les sections locales 1450 et 2808 représentant les journalistes, photographes et employés de rédaction et de bureau au *Journal de Québec*, ont entamé leur onzième mois de lock-out. Pour les appuyer, les membres de la section locale 1872, qui travaillent à l'imprimerie, ont déclenché la grève au même moment. Pendant que les membres continuent à publier leur propre quotidien, le *MédiaMatinQuébec*, l'employeur a raté l'occasion d'en arriver à un règlement lorsque nous sommes retournés à la table de négociation pour deux semaines de pourparlers, qui se sont avérés vains à cause de l'entêtement de la direction. La circulation du *MédiaMatinQuébec* continue de croître, malgré les tentatives répétées de l'employeur pour en faire cesser la publication. En fait, *MédiaMatinQuébec* est si populaire que ses rédacteurs ont reçu des offres sérieuses du milieu des affaires pour acheter le journal et en faire un quotidien régulier. Nous espérons pouvoir décrocher un bon règlement avant d'en arriver là – mais cela témoigne de la qualité du travail de nos membres.

En Ontario, les membres de la section locale 855 du SCFP, Ville de Kawartha Lakes, sont en grève depuis le 4 février pour défendre les services publics et lutter contre la sous-traitance et la discrimination fondée sur l'âge.

En Colombie-Britannique, les travailleuses (car ce sont des femmes en majorité) de la bibliothèque publique de Victoria, membres de la section locale 410, ont été mises en lock-out le 17 février, après avoir mené des grèves tournantes en septembre pour exiger l'équité salariale. Elles sont sans contrat de travail depuis décembre 2006 et leur lutte en faveur de l'équité salariale est extrêmement importante pour toutes les travailleuses.

Depuis mon dernier rapport, la section locale 1251 au Nouveau-Brunswick a conclu un règlement, après une grève d'un mois menée par les agents des services correctionnels, les concierges de collèges communautaires et les intervenants en intégration communautaire.

## **RETARDS DE CAPITATION**

Les retards de capitations de décembre 2007 s'élevaient, le 15 février 2008, à 5 974 926 \$, une diminution de 743 077 \$, ou 11,06 %, par rapport à novembre 2007. J'aimerais remercier les membres et le personnel pour leurs efforts dans ce dossier, car ils ont permis de réduire de moitié les retards de capitation par rapport aux sommets que nous avons connus au début du millénaire.

## **RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE**

Le premier trimestre de 2008 est bien amorcé, avec des progrès positifs à signaler dans tous les projets. Nous nous concentrons surtout sur la poursuite des programmes de développement actuels et sur le remplacement de nos vieux PC.

En décembre, nous avons émis une demande de proposition à trois fournisseurs pour la mise à niveau de nos ordinateurs de bureau et portables vieillissants. Un fournisseur a été choisi au début de janvier et le processus est amorcé. Nous espérons commencer le déploiement au début de mars, selon les échéances que nous présentera le fournisseur.

Su le front du développement, le travail sur le programme d'évaluation des emplois *Just Pay* avance toujours et le projet devrait être livré à temps. La livraison de la version 2 de *Just Pay* est prévue pour juin 2008.

La deuxième activité d'importance est le début de l'analyse et de la conception pour la réécriture des systèmes de capitation et des congrès. Les systèmes doivent être opérationnels d'ici la fin de 2008 et complètement en service en 2009, bien avant le prochain congrès national. Nous aurons ainsi un système plus stable et grandement amélioré pour le congrès de 2009. Les spécifications sont terminées et la détermination des ressources est en cours.

L'équipe des opérations travaille à la mise en œuvre d'un nouveau système qui accroîtra notre capacité de stockage de données et de copie de secours en plus d'en augmenter la vitesse. Nous pourrions également recueillir de l'information pour amorcer l'intégration des systèmes et réseaux informatiques du Québec. En même temps, nous mettrons à niveau la nouvelle version des logiciels pour Exchange Mail et Blackberry, qui comprend des capacités antipourriel plus robustes. Cette mise à niveau prévoit aussi un deuxième serveur de courriel, qui est une version actualisée et avancée du serveur primaire. Nous pourrions passer au deuxième serveur en cas de panne, sans impact pour nos utilisateurs.

Parmi toutes les choses positives que j'ai à dire sur notre nouveau bureau national, il n'y a eu qu'un seul nuage : les difficultés de transition que nous avons connues avec notre serveur et notre système de courriel lorsque nous avons emménagé dans le nouvel édifice. Je tiens à remercier tout le personnel et les membres pour la patience dont ils ont fait preuve pendant cette période difficile.

## **FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL**

La planification des sessions de formation d'une semaine destinées au personnel est amorcée et celles-ci auront lieu au printemps et à l'automne. Encore une fois, le personnel régional de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba participera à une formation mixte, incluant un programme de développement du leadership de trois jours. Deux programmes d'une semaine seront offerts en juin aux conseillers syndicaux de l'Ontario seulement, compte tenu de leur nombre élevé. Les conseillers syndicaux des régions de l'Atlantique et des Maritimes suivront ensemble une formation de cinq jours, pendant que ceux de la Colombie-Britannique prendront part à une session de trois jours en juin. L'ordre du jour de chacune de ces sessions est en cours d'élaboration par les comités régionaux de formation, formés des directrices et directeurs régionaux, de conseillers syndicaux et de représentants de la Direction du développement syndical.

En outre, un nouveau programme de formation du personnel de la TI est en cours d'élaboration. Le programme vise à assurer aux employés du SCFP la formation dont ils ont besoin pour profiter pleinement des systèmes informatisés auxquels ils ont accès. Les directions du développement syndical et de la TI travaillent ensemble à évaluer les besoins. Une fois l'évaluation terminée, la formation commencera.

## **LE POINT SUR L'ÉDIFICE DU BUREAU NATIONAL**

L'emménagement dans notre nouveau bureau national s'est terminé en décembre, et tout fonctionne efficacement. L'atrium est maintenant terminé, tout comme la construction des auvents. Ce lieu pourrait servir aux activités médiatiques et aux réceptions, ce qui permettra au SCFP de réaliser encore d'autres économies à

l'avenir. Le centre de conférence étant toujours en construction, notre réunion du Conseil n'a pas lieu au nouvel édifice, mais les opérations qui se déroulent dans la tour principale ne sont pas touchées. Les membres et le personnel peuvent être fiers de notre nouvel édifice écologique primé. Des dépliants expliquant ses nombreux éléments de conservation de l'énergie et des ressources sont offerts dans l'atrium et seront envoyés aux sections locales dans le cadre de notre envoi général.

## **VÉHICULES HYBRIDES**

Je suis fier de signaler qu'après la déception initiale que nous avons éprouvée lorsque les fabricants n'ont pas livré les produits promis, nous avons maintenant 11 commandes de membres du personnel qui ont choisi la Aura Greenline 2008 de Saturn comme véhicule. Ce modèle ne devait pas sortir en même temps que les autres véhicules, et nous en avons avisé les chauffeurs, mais 11 membres du personnel ont quand même décidé de les essayer, même s'ils devaient attendre pour changer de voiture. Nous utilisons aussi l'une de ces hybrides comme véhicule flottant pour les déplacements de transition et temporaires à Ottawa, Toronto ou Montréal, selon les besoins. Ainsi, un plus grand nombre de membres du personnel pourront essayer la Greenline et en commander.

Avec notre représentant, nous avons pu convaincre General Motors de permettre le traitement des commandes du SCFP. En fait, le SCFP est la première organisation canadienne à obtenir ces véhicules de GM. Nous avons été très heureux d'apprendre que des véhicules seront produits en mars, avril et mai. Nous en aurons bientôt deux en Colombie-Britannique, un au Manitoba, cinq en Ontario et trois dans les Maritimes.

## **PROPRIÉTÉS ET BAUX**

### ***Propriétés***

L'édifice qui loge notre bureau régional des Maritimes à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, est devenu désuet. Nous avons réalisé une étude de faisabilité préliminaire afin d'évaluer si nous devons ou non disposer de l'édifice actuel et reloger le bureau ailleurs. Nous avons trouvé un site de construction tout près du nouvel édifice du Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick. Le lieu a une forte présence sur la rue, est bien situé pour nos activités syndicales et est semblable à celui du bureau de Moncton. De plus, sa valeur devrait s'apprécier.

À l'heure actuelle, nous estimons le coût total (terrain et édifice) à 1,7 million de dollars. En supposant un prix de vente de nos locaux actuels de 395 000 \$, cela représenterait une nouvelle dépense d'immobilisations d'environ 1,3 million de dollars. Nous présenterons une offre pour le terrain vacant avec un dépôt entièrement remboursable de 5 000 \$, et 60 jours pour notre diligence. Lorsque

nous en serons à l'étape de la conception, nos plans, tout comme pour notre bureau national et ceux de Moncton et Cranbrook, intégreront les principes LEED, en insistant sur le mieux-être et l'accessibilité, de même que sur des considérations environnementales.

Deux motions seront présentées au Conseil pour conclure les transactions de Fredericton et Victoria.

Nous présenterons aussi une motion pour permettre au SCFP de travailler avec la société de développement Station 20 West Development Corporation. Nous contribuerons à hauteur de 100 000 \$ et garantirons un prêt pouvant aller jusqu'à 150 000 \$ pour appuyer la Station 20 West à Saskatoon, une fois terminé notre processus de diligence raisonnable, pour soutenir cet important projet autochtone de développement communautaire et social.

Notre personnel a pu emménager dans le nouveau bureau de Cornwall le 12 décembre 2007.

Nous avons signé une offre pour une propriété de 1 000 mètres carrés à Kingston, en Ontario. Notre offre a été acceptée, nous avons mené le processus de diligence, nous avons abandonné nos conditions et la vente s'est conclue le 29 février 2008. Nous avons averti le designer d'intérieur et l'entrepreneur en construction dont les services ont été retenus pour le réaménagement de l'intérieur de l'édifice que nous devons pouvoir emménager avant le 15 juin 2008, afin de permettre au personnel de disposer d'une période de deux semaines pour le déménagement.

À Victoria, en Colombie-Britannique, nous avons acquis sous condition une propriété commerciale (terrain vacant) dans le but d'y construire un nouvel édifice de trois étages et de 8 000 mètres carrés pour des bureaux. Nous serions en copropriété (*strata*), comme pour une propriété résidentielle en condo. Le SCFP national pourrait acheter un intérêt dans l'édifice avec les autres futurs propriétaires, qui sont d'autres syndicats et des sections locales du SCFP. La valeur des propriétés commerciales dans la région centrale du Grand Victoria dépasse ce que peuvent s'offrir la plupart des syndicats. Par conséquent, la copropriété de bureaux permet de posséder une partie de l'édifice, d'accumuler un avoir et de partager le coût des salles de réunions communes. L'intérêt du SCFP national serait d'environ 800 mètres carrés, achetés sous forme d'entreprise en copropriété. Nous compilons les coûts en collaboration avec des architectes et des entrepreneurs. Une fois ceux-ci déterminés, nous terminerons notre processus de diligence pour le projet et nous verrons à ce que toutes les parties s'entendent avant de conclure la transaction.

Le projet de rénovation des nouvelles propriétés de Comox en Colombie-Britannique avance bien et il devrait être terminé d'ici la fin de mars 2008.

## **Baux**

Même si nous avons renouvelé le bail du bureau régional de l'Atlantique jusqu'au 30 septembre 2010, nous explorons d'autres avenues, comme l'acquisition d'un édifice ou encore d'un terrain vacant pour construire un nouvel édifice.

À Bathurst, au Nouveau-Brunswick, nous étudions la possibilité de prolonger le bail et d'agrandir les locaux d'environ 200 mètres carrés pour répondre à nos besoins accrus en espace.

Nous demanderons au propriétaire du bureau de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, de nous proposer des taux de renouvellement (le bail prend fin le 31 juillet 2008).

Le bail du bureau de Sydney, en Nouvelle-Écosse, a été renouvelé, ce qui prolonge notre bail dans ces locaux jusqu'à la fin d'août 2010.

Nous avons demandé au propriétaire du bureau de North Bay en Ontario de nous proposer des taux de renouvellement pour un bail de cinq ans (le bail prend fin le 30 juin 2008).

Nous continuons à explorer les possibilités qui s'offrent à nous pour les bureaux suivants : Timmins, en Ontario (le bail prend fin le 31 octobre 2008); Peterborough, Ontario (le bail prend fin le 30 décembre 2008); Red Deer, Alberta (le bail a pris fin le 31 décembre 2006 – nous louons présentement au mois); et Nanaimo, en Colombie-Britannique (le bail prend fin le 30 juin 2008).

La firme dont nous avons retenu les services afin de chercher des solutions de rechange pour loger notre bureau régional de l'Ontario, à Scarborough, évalue présentement les options. Les représentants de la firme nous ont soumis quelques possibilités préliminaires, que nous étudions présentement. Si nous ne faisons rien dans le marché de Toronto et que nous continuons à louer, nous dépenserons autour de 44 millions de dollars en 20 ans. Si nous achetons un terrain et que nous construisons notre propre édifice, le coût pourrait s'élever autour de 34 millions de dollars – ce qui nous permettrait d'économiser environ 10 millions de dollars sur 20 ans, somme que nous pourrions consacrer au soutien du militantisme de nos membres. C'est pour cette raison que nous explorons des projets immobiliers et de propriété, au lieu de louer. Nous pourrions ainsi accroître notre force pour appuyer notre campagne nationale antiprivatisation de 5 millions de dollars sur deux ans et consolider notre Fonds de riposte.

## **ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, je serai président du Comité de fiducie mixte et le confrère Gary Johnson en sera le vice-président.

Les administrateurs suivants ont été nommés au Comité de fiducie mixte : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le confrère Brian Edgecombe remplace la consœur Diane Veilleux comme administrateur suppléant représentant le SEPB; et, depuis le 1<sup>er</sup> février 2008, les consœurs Donna Ryan, Yolanda McClean et Tammy Greaves et le confrère D'Arcy Lanovaz remplacent les confrères Tom Graham, Rick MacMillan et Randy Sykes et la défunte consœur Donalda MacDonald, à titre d'administrateurs du SCFP et administrateurs suppléants au Comité de fiducie mixte.

Les administrateurs ont déposé l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2007 auprès des autorités gouvernementales concernées.

La prestation de bonification de départ pour les participants au régime de retraite qui ont pris leur retraite ou quitté leur emploi en 2007 a été traitée en décembre et janvier. Le montant total à payer s'élève à 95 888 \$.

Les préparatifs sont en cours pour le rapport annuel de 2007, la vérification du régime de retraite et les rapports d'exercice des participants.

Conformément aux conventions collectives de 2006-2009, le personnel traite présentement le paiement à verser aux retraités actuels qui ont au moins dix années de services validables avec le SCFP et dont les prestations annuelles du régime de retraite du SCFP sont inférieures à 15 000 \$, afin que leur versement annuel soit haussé à 15 000 \$. Ce paiement ne sera versé qu'aux retraités qui ont reçu un paiement similaire l'année dernière.

### **Décès**

La consœur Donalda MacDonald, l'une des grandes leaders du SCFP, est décédée après un vaillant combat contre le cancer, le 20 janvier 2008, une journée avant son 50<sup>e</sup> anniversaire. J'ai eu le privilège de me joindre à des centaines de membres du SCFP pour assister au service de commémoration de la vie de la consœur Donalda et de sa contribution à sa communauté et à son syndicat. La consœur Donalda a siégé huit ans au Conseil exécutif national. En collaboration avec la division de l'Île-du-Prince-Édouard, le 3 mai, nous permettrons aux membres du SCFP de rendre hommage à notre grande consœur (les détails seront annoncés sou peu).

C'est avec tristesse que nous soulignons aussi le décès des personnes suivantes :  
M<sup>me</sup> Sandra Sundram, conjointe du confrère Govind Sundram, retraité,  
le 20 décembre 2007.

La consœur Heather Lomax, retraitée, le 3 février 2008.

M. Wayne Chisholm, conjoint de la consœur Ruby Chisholm, retraitée,  
le 10 février 2008.

Le confrère Paul Jordison, retraité, le 7 mars 2008.

Le confrère Ron Crawley, agent de recherche national, 27 mars 2008

## **Retraites**

Confrère Paul Gervais, SCFP-Québec, 1<sup>er</sup> février 2008  
Consœur Liz Henderson, bureau national, 1<sup>er</sup> février 2008  
Consœur Linda Morin, bureau de Dalhousie, 1<sup>er</sup> mars 2008  
Consœur Carmela Allevato, bureau régional de la C.-B., 16 juin 2008  
Consœur Ginette Quesnel, bureau national, 1<sup>er</sup> juillet 2008  
Consœur Susan Keeley, bureau de Calgary, 1<sup>er</sup> septembre 2008  
Confrère David J. Reynolds, bureau de Saint-Jean, 1<sup>er</sup> octobre 2008

## **CONCLUSION**

Notre force collective continue de soutenir le militantisme de nos membres et les activités de notre syndicat. Grâce à la solide situation financière de trois caisses et à la consolidation de notre infrastructure immobilière pour nos bureaux d'un bout à l'autre du pays, nos membres peuvent s'attaquer à leurs objectifs de négociation, entreprendre des campagnes pour défendre les services et mener des ripostes contre la privatisation et la sous-traitance avec confiance, en sachant qu'ils disposent des ressources voulues pour les appuyer. Nous pouvons tous être fiers d'avoir décidé, au congrès de cette année, de consacrer 5 millions de dollars au cours des deux années qui viennent à la lutte contre la privatisation partout au pays. Les nouveaux postes que nous avons créés, les progrès réalisés en matière d'égalité et les efforts constamment déployés pour rééquilibrer les besoins en matière de dotation de personnel de toutes les régions du pays nous donnent les ressources, tant humaines que financières, dont nous avons besoin pour soutenir nos efforts collectifs dans l'ensemble du pays. C'est ce pouvoir que nous confèrent nos 570 000 membres qui travaillent à atteindre un objectif commun. Grâce à ce pouvoir, n'importe quelle section locale de n'importe quelle région au pays peut compter sur l'appui du SCFP pour atteindre ses objectifs.

Les immenses progrès réalisés en matière d'égalité, de lutte contre les gouvernements de droite, de défense des emplois et des services, de réduction de notre empreinte écologique et de création d'une base durable d'infrastructure de bureaux partout au pays nous font entrer dans une nouvelle ère de force et de solidarité sur lesquelles nous pouvons compter pour assurer l'avenir de nos membres. Je suis impatient de parler d'avenir avec les délégués aux prochains congrès de division, tout en célébrant nos réalisations. Nos luttes ne seront jamais finies, parce que nous pourrions toujours améliorer nos lieux de travail et nos collectivités. Avec notre force collective et notre solidarité, nous pouvons aller très loin.

Respectueusement soumis par,  
Le secrétaire-trésorier national,



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sepb 491